

Communiqué intersyndical

SNTRS-CGT, CGT-INRA, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, Sud Recherche EPST, Solidaires étudiant-e-s, UNEF

Sans mobilisation de notre part, l'année 2016 marquera une nouvelle aggravation de la situation dans l'ESR.

Alors que le pays continue de s'enfoncer dans le chômage de masse, la politique gouvernementale est plus que jamais marquée du sceau de l'austérité. En faisant le choix de sacrifier y compris l'enseignement supérieur et la recherche, cette politique compromet l'avenir de la jeunesse. Nous devons nous mobiliser pour inverser la situation actuelle et donner au pays une politique de formation et de recherche en accord avec les besoins.

Les conséquences directes de cette politique sur l'économie sont néfastes. La déréglementation du droit du travail et les cadeaux fiscaux faits au patronat des grandes entreprises font prospérer les seuls profits de ces dernières. Toutes les mesures prises depuis des années sont destructrices des services publics :

- les moyens diminuent dans de nombreux secteurs : l'éducation nationale, l'hôpital et l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) ne sont pas épargnés. Dans l'ESR, l'emploi est sacrifié pour pallier l'insuffisance de masse salariale et de crédits récurrents alors que les besoins ne cessent d'augmenter.
- Les services de proximité se réduisent suite à la diminution des moyens des collectivités locales
- Les transports publics sont remis en cause avec la mise en place de la concurrence rail / autocars privés
- Tout ce qui peut apparaître comme rentable est externalisé ou privatisé
- le gel du point d'indice des fonctionnaires entame sa 6ème année. La baisse du niveau de vie des fonctionnaires entraîne les salaires du privé vers le bas par effet de contagion. Les réformes d'attribution des primes (RIFSEEP) organisent la concurrence généralisée entre les agents comme seule perspective pour l'amélioration des salaires.

C'est tous ensemble que les salariés du public et du privé doivent réagir. Dans notre secteur, malmené et précarisé depuis de trop nombreuses années, seule la mobilisation des personnels et des étudiants permettra de changer de politique.

Les réformes successives qui ont transformé notre paysage n'ont eu pour but que d'asservir la production et la diffusion du savoir de haut niveau aux besoins du secteur privé lui-même tenu en laisse par les règles du profit financier. La restructuration de l'ESR autour des politiques de site et en particulier des COMUE est utilisée pour faire reculer la démocratie et organiser une mise en concurrence destructrice et stérile, portant en germe la liquidation des organismes publics nationaux de recherche (EPST). Le but de la science et de la formation universitaire ne serait que de fournir un "avantage compétitif" aux entreprises dans la "guerre économique internationale".

La précarité de l'emploi avec la multiplication des CDD, l'effondrement du recrutement sur postes de fonctionnaires dans les universités et les organismes de recherche, le recours généralisé aux appels d'offres et au financement par projet qui détourne les chercheurs de leur mission, la baisse programmée des crédits d'état, l'alourdissement des tâches administratives génèrent gâchis, angoisse et épuisement.

Pour les étudiants, de plus en plus nombreux, les conditions d'études ne cessent de s'aggraver avec entre autres la menace du contingentement des filières et un encadrement insuffisant. La difficulté à trouver un emploi avec un diplôme universitaire bloque l'avenir de la jeunesse. Alors que l'augmentation des frais d'inscription et la sélection sont posées comme solution au manque de moyens, il est nécessaire de réaffirmer le choix d'un service public de l'enseignement supérieur libre d'accès et quasi gratuit, permettant à tous de suivre les études de son choix.

Les financements existent, remettons en cause le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Il faut arrêter de faire des cadeaux fiscaux avec notre argent, investissons dans l'enseignement et la recherche publique.

Sans mobilisation de notre part, l'année 2016 marquera une nouvelle aggravation de la situation dans l'ESR.

Plusieurs initiatives se tiendront lors de cette rentrée universitaire :

- votation des agents de la fonction publique sur les salaires, l'emploi et les dernières réformes
- mobilisation interprofessionnelle du 8 octobre contre la politique gouvernementale d'austérité, le pacte de responsabilité et les lois antisociales Macron et Rebsamen, à l'appel de CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL
- des initiatives spécifiques pour l'ESR de popularisation et de débats sur la recherche et l'enseignement organisés par les organisations syndicales signataires et Science en Marche qui auront lieu du 7 au 16 octobre pendant la fête de la science.
- manifestation nationale du 16 octobre pour peser sur le budget de l'ESR.

Paris, le 15 septembre 2015